

KENNEDY ET L'ALGÉRIE

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995-1996

Maxime de PERSON

Dans la rapide notice biographique que consacre le *Petit Robert* à John Fitzgerald Kennedy, on peut apprendre que, pendant ses années de jeunesse, il "milita" pour l'indépendance de l'Algérie. L'information peut surprendre. Alors même que l'historiographie ne cesse de montrer, depuis bientôt vingt ans, le cynisme et l'absence de scrupules de l'homme, il aurait accompli cet acte désintéressé ? L'explication est naturellement tout autre : les historiens ont surtout porté leur attention sur la personnalité du 35^e président des États-Unis ou sur les grandes crises qui ont agité le début des années soixante. A propos de l'Algérie, l'image façonnée par ses premiers biographes nous est restée pratiquement intacte. Se pencher sur l'histoire de Kennedy et l'Algérie est pourtant riche d'enseignements¹. Elle éclaire le problème fondamental de l'internationalisation du conflit², les premières dissensions entre la France et les États-Unis, ainsi que le passage "à l'Est" des pays non alignés. Enfin, elle nous informe sur la personnalité de celui qui est encore de nos jours le plus populaire – et de loin – des présidents.

Trois grands problèmes dominent l'histoire de Kennedy et l'Algérie. Kennedy a-t-il soutenu l'indépendance de l'Algérie par conviction ou par intérêt politique ? Quel a été le poids de la question algérienne dans les

1. Voir, en fin d'article, la mise au point sur les sources et la bibliographie du sujet.

2. Longtemps négligé par l'historiographie, le problème de l'internationalisation du conflit est absolument fondamental et prend le pas sur les autres phénomènes qui peuvent eux aussi expliquer le désengagement français, notamment la montée des oppositions en France. Un rapide regard sur la chronologie le confirme. Alors que c'est le 16 septembre 1959 que de Gaulle annonce sa volonté de décoloniser - discours sur l'autodétermination-, ce n'est que postérieurement que débudent les grandes manifestations dans l'opinion (janvier 1960 : semaine des barricades ; septembre 1960 : manifeste des 121 ; septembre 1961 : attentat de Pont-sur-Seine, etc.).

dissensions entre la France et les États-Unis au cours de sa présidence ? Les États-Unis, enfin, ont-ils mené, après le départ des Français, une politique impérialiste en Algérie ?

Le politicien (1957 - 1960)

Kennedy a eu une jeunesse dorée. Très tôt, la fortune du père lui permet de voyager à l'étranger et de prendre conscience des différences internationales. Ainsi, quand il entre à la Chambre des Représentants en 1946, il a déjà, pour reprendre la formule d'un de ses biographes, plus souvent traversé l'Atlantique que le Mississippi. Pourtant, sa conception des relations internationales n'est pas encore clairement définie. Il soutient certes la doctrine Truman, le plan Marshall et l'OTAN mais n'hésite pas, par exemple, à critiquer certains aspects de son fonctionnement, notamment la part très importante prise par les États-Unis dans son financement. C'est en 1951, au cours d'un voyage en Extrême-Orient où il rencontre Nehru et Ben Gourion, qu'il prend conscience de la montée des nationalismes. Si ses origines – l'opposition au colonialisme est un des "mythes fondateurs" de la nation américaine, sentiment particulièrement fort chez les "Irlandais" – et ses lectures – notamment *Le déclin de l'Occident* de Spengler – le prédisposaient à soutenir des positions anticolonialistes, ce voyage semble avoir joué un rôle déterminant. Dès lors en effet, les discours de Kennedy prennent un ton fermement anticolonialiste. Il condamne d'ailleurs régulièrement la présence française en Indochine et met en garde son pays, en avril 1954, contre les dangers d'une intervention. Dans le même esprit, il prononce en 1956 un discours où il évoque pour son pays "le handicap que lui imposent les alliances avec la Grande-Bretagne, la France et d'autres nations qui tiennent encore sous leur joug de larges portions du globe".

Pourtant Kennedy reste étonnamment muet sur la question algérienne. Selon Ronald J. Nurse, un historien américain, Kennedy était plutôt favorable à la présence française et tendait à mettre en avant le bénéfice de la colonisation. D'ailleurs, alors qu'il proclamait, lors de ses discours, la fin de l'ère coloniale, il ne se privait pas d'évoquer aussi "l'avenir des importantes minorités européennes établies en Afrique du Nord et légitimement inquiètes ainsi que le manque de préparation aux affaires de populations impatientes de se gouverner elles-mêmes"¹.

Pourtant, le 2 juillet 1957, le sénateur Kennedy monte à la tribune de la chambre haute pour y prononcer ce qui reste sans doute le discours le plus important de sa jeune carrière. Son thème – la guerre d'Algérie – et son contenu

1. Washington (Maurice Couve de Murville) à Paris (Christian Pineau), Archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), Série Etats-Unis, 25 mai 1956.

en étaient déjà connus des diplomates français depuis un peu plus de trois jours : la guerre d'Algérie a cessé de représenter un problème purement français, et les Américains sont directement concernés par le conflit. Et ils le sont d'autant plus que la guerre d'Algérie "met les États-Unis dans l'impasse diplomatique la plus grave qu'ils aient connus depuis la crise d'Indochine" et qu'elle "dépouille jusqu'à l'os les forces continentales de l'OTAN". Et pourtant, d'après Kennedy, aucune question de politique étrangère n'a été autant négligée. Aussi exhorte-t-il son pays à s'engager en faveur de l'indépendance. Pour ce faire, il adresse à l'administration un projet de résolution pour qu'elle intervienne dans le conflit. Le projet se noiera dans les procédures du Sénat américain.

Pourquoi ce discours ? Depuis peu, le contexte a changé aux États-Unis, et la guerre d'Algérie vient de sortir du relatif anonymat qui était le sien depuis son déclenchement. Début 1957, plusieurs éléments ont transformé la guerre d'Algérie en question d'actualité. Le ton a été donné par le vice-président. Du 28 février au 21 mars, Richard Nixon s'est en effet rendu en Afrique, à l'occasion de l'indépendance du Ghana. Et si, à son retour, il remet au président Eisenhower un rapport sans surprise sur le continent noir, le bruit commence à se répandre, dans les milieux bien informés, qu'il s'accompagne d'un volet très critique sur la politique française en Algérie – et favorable à l'indépendance. Dans le même temps, le FLN mène aux États-Unis une campagne de propagande intensive, orchestrée par deux hommes, Mohammed Yazid et Abdelkader Chanderli, maîtrisant parfaitement les techniques de communication occidentales, et par laquelle l'organisation combattante cherche à attirer la sympathie du public américain. La stratégie des Algériens est simple, mais efficace. Tout d'abord – et c'est essentiel dans un contexte de guerre froide –, ils cherchent à récuser toute collusion avec le communisme. Ensuite, ils tentent de montrer un parallélisme entre la révolution algérienne et la révolution américaine. Le troisième élément est sans doute, en termes d'impact médiatique, le plus important. Le 31 mai, les populations de Wagram et de Mélouza, deux villages MNA, sont massacrées par le FLN. Les réactions dans la presse américaine sont immédiates et les plus grands organes, *New York Times* et le *New York Herald Tribune*, y consacrent leur éditorial. Si les méthodes du FLN sont condamnées sans ménagement, l'ensemble de la presse émet de sérieux doutes sur la politique menée par les Français. Enfin, et le dernier événement est contemporain du discours, il faut ajouter à cette liste le cinquième congrès de la CISL, la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Au milieu des années 1950 les syndicats américains atteignent le sommet de leur popularité. Et au sujet du colonialisme, les syndicats, et notamment le plus puissant d'entre eux, l'AFL-CIO, soutiennent une position sans équivoque. Pour eux, en effet, la domination coloniale fait le lit du communisme. Aussi leur apparaît-il urgent d'y mettre en terme. Ce congrès de la CISL se tient à Tunis au début de juillet

1957 – le lieu est évidemment d'une extrême importance – et, à lire la presse de l'époque, la guerre d'Algérie est le thème central de la conférence.

L'étude du contexte – influence indirecte – pose tout naturellement la question des influences directes, d'autant plus que Kennedy n'a jamais caché qu'il s'était fait aider pour élaborer son discours. Certains auteurs, comme Yves Courrière et Alistair Horne¹, estiment que c'est Abdelkader Chanderli qui joua le rôle principal dans la genèse du discours. Présenté comme un ami – Courrière parle même "d'un intime" –, c'est lui qui aurait fourni à Kennedy la documentation du discours. Pour David Halberstam², celui qui aurait donné au discours sa teneur serait Fred Holborn, un jeune collaborateur de Kennedy. Alors qu'il avait pour habitude de beaucoup nuancer les arguments des discours dont il était chargé de la rédaction, Kennedy l'aurait surpris en la circonstance à les accentuer fortement. Enfin, pour Arthur Schlesinger Jr.³ – que beaucoup d'historiens considèrent comme "l'hagiographe" de Kennedy –, c'est William Porter, directeur des Affaires nord-africaines au département d'Etat, qui aurait apporté le concours déterminant. Schlesinger le qualifie même de "conseiller privé".

Notons enfin que d'autres hommes, à un degré moindre et peut-être involontairement, ont également joué un rôle. Richard Nixon tout d'abord. Rappelons que, bien qu'adversaire politique, Kennedy s'était prononcé en sa faveur lors des "mid-terms" – les législatives – de 1950. Précisons également qu'à l'époque les deux hommes étaient amis et que leurs bureaux au Sénat (Nixon en était le président) se faisaient face. Il n'est donc pas absurde d'imaginer que le rapport Nixon ait pu influencer Kennedy. De même, il faut également garder à l'esprit que d'autres hommes comme Théodore "Ted" Sorensen sont, à n'en point douter, également intervenus.

Cette question des influences est naturellement lourde d'enjeux. Que Kennedy ait été convaincu de prononcer un tel discours par un membre du FLN ou bien par un fonctionnaire du département d'Etat n'est pas tout à fait la même chose. De même, le rôle exact de Kennedy – initiateur ou simple "exécutant" – est mal connu. L'état actuel des recherches ne nous permet pas de trancher.

Les réactions au discours sont immédiates. Et c'est l'administration américaine qui, par la voix de John Foster Dulles, réplique le plus rapidement. La condamnation du discours est sans équivoque, et Hervé Alphand, ambassadeur de France à Washington, peut câbler le soir même que "l'administration a bien fait ce que nous attendions d'elle"⁴. Les "amis

1. Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*. T. 3, *L'heure des colonels*, Paris, Le livre de poche, 1974, p. 581-583 ; Alistair Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980, p. 255-256. Signalons que ces deux versions reposent sur un entretien de l'auteur avec Chanderli.

2. David Halberstam, *The best and the brightest*, London, Barrie and Jenkins, 1972, p. 95.

3. Arthur Schlesinger Jr., *Les mille jours de Kennedy*, Paris, Plon, 1966, p. 499 et 508.

4. Washington (Alphand) à Paris, MAE, Série Nations-Unies, 2 juillet 1957.

politiques" de Kennedy et la presse américaine adoptent la même attitude. Quant à l'Américain moyen, si l'on suit les conclusions concordantes de l'ambassade de France et du *Herald* de Boston, il aurait vigoureusement condamné le ton, l'agressivité et le contenu du discours. "Pendant un an ou deux après ce discours algérien, écrit Schlesinger, des gens respectables le citèrent comme une preuve de l'irresponsabilité de Kennedy dans le domaine de la politique étrangère"¹. Du fait du manque de sources, les réactions algériennes au discours sont plus difficiles à cerner. A l'origine du discours, au moins partiellement, le FLN a dû le ressentir comme une victoire. Quant au mouvement rival, le MNA, il transmet très tôt au sénateur un télégramme de remerciements. Au cas où il en aurait eu connaissance, il est difficile voire impossible, de savoir ce que put penser l'Algérien de "la rue". Les populations européennes furent en revanche beaucoup plus critiques. *L'Echo d'Alger* ne se prive pas d'ironiser au sujet du "très primesautier sénateur du Massachusetts " et plus significatif encore, une explosion (sans conséquences) se produira le 4 juillet devant les locaux du consulat américain à Alger. Mais c'est en France, finalement, que Kennedy fait le plus parler de lui. Du *Figaro* à *L'Humanité*, la critique est, pour des raisons différentes naturellement, quasi unanime, sauf *L'Express* qui lui fait une large publicité. Certains officiels comme Jacques Soustelle, André Morice ou Robert Lacoste prennent également immédiatement la parole pour condamner le discours. Signalons enfin que certains particuliers sont allés jusqu'à écrire à Kennedy, la majorité pour exprimer leur mécontentement ; certains ont dit avoir eu les larmes aux yeux en lisant le texte du discours.

Kennedy avouera, au lendemain de son élection, avoir prononcé ce discours parce qu'il "fallait absolument", après avoir parlé à plusieurs reprises de l'Asie, qu'il traite "un problème africain". Ses "amis" lui ayant préparé le schéma et la documentation du discours, il avait accepté. Il s'agit là d'une reconnaissance implicite que le discours s'inscrit dans la programmation politique d'un homme qui ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles. Et c'est une catastrophe, "une assez mauvaise affaire" aux dires mêmes de Kennedy. Le discours fait énormément parler de lui, mais les retombées ne sont pas celles attendues. Et pendant quelque temps, Kennedy deviendra une "cible", le symbole d'un adversaire primaire de l'OTAN. C'est, compte tenu du consensus qui règne dans l'opinion publique américaine au sujet de la politique étrangère, la position la plus inconfortable qui soit pour un candidat à la présidence. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'événement conditionne dans une large mesure la prudence et la discrétion de Kennedy sur la question au cours des mois qui suivent. D'ailleurs, trois mois après cet échec (cinglant), Kennedy évoque de

1. A. Schlesinger Jr., *op. cit.*, p. 499.

nouveau la question. Le thème développé ne varie pratiquement pas mais le ton est beaucoup plus mesuré et, surtout, la diffusion est beaucoup restreinte. S'agit-il d'un premier pas en arrière ?

De l'automne 1957 à l'hiver 1959, les interventions publiques de Kennedy au sujet de l'Algérie se comptent sur les doigts de la main. Et il s'agit naturellement d'un choix délibéré. Ronald J. Nurse n'a relevé que quatre interventions publiques du sénateur au cours de cette période. La première se déroule quelques jours après la crise de Sakhiet. Kennedy ne prend pas beaucoup de risques en dénonçant "la situation explosive" qui règne en Algérie. En mars, il renouvelle à deux reprises, lors d'un passage à la télévision puis dans le *Boston Globe*, son appel pour l'indépendance. Enfin, en février 1959, lors d'une nouvelle apparition à la télévision, alors qu'on lui demande pourquoi il n'a pas parlé de l'Algérie au cours des mois précédents, il explique son silence par sa volonté de ne pas gêner le nouveau gouvernement français dans sa recherche d'une solution au problème. Surtout, Kennedy décline un certain nombre de propositions d'intervention au cours de cette période.

Outre, bien sûr, la volonté de faire oublier sa prestation malheureuse, il existe d'autres raisons pour expliquer son silence. Les troubles au Moyen-Orient à partir de la crise de juillet 1958 et du retrait de l'Irak du pacte de Bagdad accentuent le caractère explosif d'une région déjà réputée compliquée. Beaucoup avaient reproché à Kennedy, par ce type d'interventions, de favoriser l'instabilité et il lui serait apparu inopportun d'insister davantage. De même, les événements vietnamiens ont sans doute également pesé. En 1959, les accords de Genève ont déjà montré leur caducité et la subtile distinction que faisait Kennedy entre nationalisme et communisme est loin d'être démontrée par les faits. Kennedy se tairait donc pour ne pas se voir opposer le précédent vietnamien. La dernière explication est enfin fournie par le retour de de Gaulle. A partir de l'été 1958, de Gaulle représente une solution potentielle qui n'existait pas auparavant et à partir du début de 1959, de nombreux Américains placent leur confiance en de Gaulle pour résoudre le conflit. Kennedy, semble-t-il, en fait autant.

La corrélation est indiscutable. Kennedy est intervenu en juillet 1957 à un moment où la conjoncture lui paraissait favorable. Il se tait à un moment où il devient évident que le climat a changé. Il y a là un indice supplémentaire tendant à accréditer la thèse de l'utilisation de l'Algérie à des fins politiques.

De fait, le thème de l'Algérie est pratiquement absent de la campagne de 1960. Kennedy se manifeste deux fois par le biais de l'écrit en faisant paraître *The strategy of peace*¹, une compilation de ses principaux discours de politique étrangère (dont, naturellement, celui du 2 juillet 1957), puis en signant

1. John Fitzgerald Kennedy, *The strategy of peace*, New York, Harper and brothers, 1960.

la rapide introduction de l'ouvrage de Lorna Hahn, *North Africa*¹. Mais au total, Kennedy ne dit rien de nouveau. Par ailleurs, il fait six fois allusion, au cours de ses discours, au problème algérien. Si ce chiffre est plus élevé que celui de Nixon – et pour cause : 0 –, il semble bien faible par rapport aux 479 références à l'Afrique du candidat démocrate (le décompte a été fait par Schlesinger), d'autant plus que, là encore, Kennedy se cantonne à des banalités.

Le dernier élément de cette campagne est enfin le plus significatif de sa position. S'étonnant de certains propos tenus par ses collaborateurs, l'hebdomadaire tunisien *Afrique Action* écrit en octobre à Kennedy pour lui demander si sa position sur le problème algérien n'a pas changé. Le candidat répond naturellement par la négative, mais dans la même lettre, qui intervient peu après l'échec de Melun, il accuse les négociateurs – et donc de Gaulle – d'être de mauvaise foi. Presqu'immédiatement après la parution du texte de la lettre, Pierre Salinger, le conseiller en communication du candidat, s'empresse de nier l'existence du courrier. Si Salinger est contraint à un repli peu glorieux, *Afrique Action* produisant une photographie de la lettre lors de son édition suivante, l'effet est surtout désastreux pour l'image de Kennedy auprès du FLN.

Dans ces conditions l'élection de Kennedy est particulièrement mal accueillie. Si, de son côté, de Gaulle avait souhaité la victoire de Richard Nixon, de nombreux articles dans la presse française font une allusion défavorable au discours de 1957 et un nouvel attentat est commis à Alger contre les locaux de l'USIS. Quant au FLN, il produit, par la voix d'*El Moudjahid*, un article au vitriol pour dénoncer les atermoiements de Kennedy.

Hésitations et alignement (novembre 1961-mars 1962)

Depuis mars 1959, les États-Unis avaient abandonné, en cessant toute relation avec les Algériens du FLN, leur position traditionnelle qui consistait à garder des contacts avec toutes les tendances. Avec le changement d'administration, le département d'Etat s'interroge sur l'éventualité de renouer les relations. Alors que les membres du GPRA sont reçus par les Afro-asiatiques, l'URSS et même par quelque pays de l'OTAN, l'ostracisme américain peut en effet être ressenti comme une humiliation par ceux qui sont sans doute les futurs dirigeants de l'Algérie. L'idée rencontre, au sein même du département, une certaine opposition, notamment chez les diplomates en poste à Paris, mais Dean Rusk, qui vient de succéder à Christian Herter, donne son aval. C'est au début du mois d'avril, à Tunis, qu'a lieu le premier contact. Walter Walmsley, ambassadeur des États-Unis en Tunisie, y rencontre deux "ministres" du gouvernement provisoire, Boussouf et Yazid. Si le but de la rencontre n'était,

1. Lorna Hahn, *North Africa. Nationalism to Nationhood*, New York, Public affairs press, 1960.

semble-t-il, que de prendre sur place le pouls des négociateurs algériens, elle provoque une flambée de colère chez de nombreux Français. Selon Cyrus Sulzberger, de Gaulle, furieux, aurait envisagé d'annuler ou de retarder la visite de Kennedy prévue à Paris quelques semaines plus tard. De plus, un double attentat est commis, une nouvelle fois, à Alger, contre le consulat général américain et les locaux de l'USIS. Il est vrai que le moment est mal choisi. Les négociateurs viennent une nouvelle fois de se séparer sur un échec, Louis Joxe ayant annoncé qu'il rencontrerait également des représentants du MNA. Alors que les Français contestent la légitimité du FLN, les Américains, au lieu de manifester une solidarité avec leur allié, donnent en effet l'impression de reconnaître *de facto* le GPRA. Bref, l'entrée en jeu de la nouvelle administration se fait dans la douleur.

Le second malaise survient quelques jours plus tard, lors du putsch manqué des généraux (21 - 25 avril). Très tôt, des bruits commencent à circuler que des agents américains seraient impliqués dans l'opération. Ces rumeurs, sans véritable fondement, sont liées à la personnalité, au comportement et au parcours professionnel du chef des putschistes. Maurice Challe venait en effet en janvier de quitter le commandement des forces françaises à Fontainebleau, où il avait noué d'excellentes relations avec bon nombre d'Américains. Lauris Norstad, commandant suprême des forces de l'OTAN, le décrit alors comme un homme sage et un leader talentueux. Mais surtout, Challe ne cesse de tenter de légitimer le putsch par le danger communiste qui pèserait sur l'Algérie. Il aurait d'ailleurs, selon l'agence United Press, demandé à Kennedy de "sauver la Méditerranée de la menace communiste". A lire les correspondances diplomatiques, les plus surpris – et sans doute les plus embarrassés aussi – par la persistance des rumeurs sont les Américains eux-mêmes. Dès lors, l'administration lance une importante campagne pour les faire taire. Aussi, Kennedy, Lincoln White, le porte-parole du département d'Etat, Pierre Salinger et le général Eisenhower interviennent-ils successivement en quelques jours. Le 4 mai, Couve de Murville proposera finalement au général Gavin, ambassadeur américain à Paris, que l'affaire en reste là. Outre la personnalité de Maurice Challe, Andrew Tully ¹ recense deux autres sources aux rumeurs. La première viendrait du quotidien romain *Il Paese*. S'il se présente comme un journal indépendant, le quotidien sert fréquemment du tribune aux thèses communistes. Et le lendemain, la *Pravda* aurait monté en épingle un bruit d'autant plus crédible qu'il n'émanait pas directement d'elle. D'après Tully, l'entourage de de Gaulle aurait également tenté de propager ces bruits. Pierre Salinger le fera d'ailleurs remarquer au cours d'échanges un peu houleux avec des diplomates français début mai. Il accusera même les Français de vouloir

1. Andrew Tully, *CIA. The inside story*, New York, William Morrow and company, 1962, p. 45-59.

créer un rapport de force en défaveur de Kennedy avant sa visite à la fin du mois. Selon Charles Bohlen, le président américain aurait même envisagé d'annuler sa venue à Paris¹.

L'évolution de la situation donne pourtant très vite l'occasion à Kennedy de montrer son attachement à une solution française. L'événement n'est pas très spectaculaire, mais il est significatif. Au mois de juillet 1961 éclate, entre la France et la Tunisie, la crise de Bizerte. L'affaire est portée devant l'ONU et soumise au vote de ses membres au mois d'août. Washington doit donc choisir entre un allié fidèle², et, qui plus est, dans son bon droit, et un de Gaulle en prise avec l'affaire algérienne. Pour ne pas affaiblir la France, et sans, beaucoup d'hésitations, semble-t-il, Kennedy fait le choix de l'abstention.

Cette attitude générale, pourtant dépourvue d'ambiguïté, continue d'alimenter les rumeurs les plus étranges. Selon deux journalistes français, Pierre Démaret et Christian Plume³, l'OAS et la CIA auraient eu des contacts importants à la fin de 1961. Après l'échec du putsch, les dirigeants de l'OAS, alors en pleine croissance, se seraient tournés vers les Américains pour leur demander des armes. William Porter, le consul américain à Alger, "très impressionné" par l'envergure nouvelle de l'organisation, aurait même souhaité rencontrer l'un de ses chefs. D'un autre côté, Salan et Susini auraient rencontré le colonel Brown, chef de la CIA en France. Ce dernier leur aurait proposé en échange de l'aide américaine l'octroi d'un tarif préférentiel et la possibilité d'installer des bases militaires au Sahara, le but de cet arrangement étant que l'Algérie ne tombe pas aux mains des Russes. Salan aurait alors écrit à Kennedy pour lui proposer le marché mais le président des États-Unis (qui aurait reçu cette lettre vers le 15 décembre) aurait, au dernier moment, refusé le montage de l'opération. Une nouvelle fois, le fondement de ces allégations paraît bien fragile. Raoul Salan, s'il reconnaît s'être fait livrer une cinquantaine des mitrailleuses par deux hommes se réclamant de la CIA, démentit avoir écrit une telle lettre⁴. De plus, les archives passées au crible par la commission sénatoriale chargée en 1975, après le Watergate, d'enquêter sur la CIA, n'ont absolument rien révélé. Enfin et surtout, on ne voit pas très bien pourquoi Washington se serait engagé dans une telle aventure.

De leur côté, les diplomates américains, les archives en témoignent, suivaient de très près le déroulement des négociations. Ils se gardent bien, pourtant, d'intervenir. Ainsi, c'est au moment où les discussions d'Evian

1. Charles Bohlen, *Witness to history, 1929-1969*, New York, Norton and company, 1973, p. 479.

2. A l'époque où il n'était que le leader d'un Néo-Destour en lutte pour l'indépendance, Habib Bourguiba avait été reçu par le département d'Etat. Devenu chef de la Tunisie indépendante, il ne l'oubliera pas. Par ailleurs, selon certaines sources, des Tunisiens (Mongi Slim, Habib Bourguiba Jr notamment) auraient aidé Kennedy au moment de la rédaction du discours de 1957.

3. Pierre Démaret et Christian Plume, *Objectif de Gaulle*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 93-103.

4. A. Horne, *op. cit.*, p. 515-516.

débutent que Kennedy se rend à Paris pour rencontrer de Gaulle. Et alors que chacun des deux hommes avait envisagé d'annuler la rencontre pour cause d'Algérie, la question, à lire les comptes rendus, n'est pas évoquée. La non-ingérence est donc totale. Pourtant, l'administration songe très sérieusement à l'avenir, surtout à partir d'octobre 1961, quand les Américains considéreront que l'indépendance est un fait acquis. A cette date en effet, Dean Rusk câble aux ambassades en France et en Afrique du Nord, ainsi qu'au consulat d'Alger, d'éviter les gestes spectaculaires en direction du FLN, afin de ne pas affaiblir la France, mais tout en maintenant les contacts avec le futur gouvernement. Le secrétaire d'Etat recommande enfin aux diplomates d'orienter leurs discussions sur l'avenir de l'Algérie et ses futurs besoins, le but étant de cerner les plans du FLN, tout en le sensibilisant aux difficultés de gouverner...

Quelques mois plus tard, à la veille de la signature des accords d'Evian, et alors que la guerre civile prend une tournure de plus en plus folle, les Américains manifestent trois préoccupations principales. Tout d'abord, redoutant une extension des violences en Algérie, Dean Rusk prévoit un éventuel rapatriement militaire des citoyens américains. Ensuite, les diplomates réfléchissent au meilleur moyen de féliciter les négociateurs. Enfin et surtout, Washington songe déjà aux relations entre les États-Unis et la nouvelle Algérie. Si dans un premier temps le département d'Etat tente de traiter la question avec les Français, la fin de non recevoir que leur oppose ces derniers les amène à y réfléchir de façon autonome. Pour Rusk, si l'Algérie a des besoins, il est de l'intérêt du camp occidental que les États-Unis y répondent.

Un "junior partnership" ? (mars 1962-novembre 1963)

En tout état de cause, les Américains se montrent extrêmement respectueux des prérogatives françaises en Algérie. Alors que Nikita Khrouchtchev, à l'annonce de la signature des accords d'Evian, s'empresse de reconnaître *de jure* le GPRA – ce qui entraînera le rappel de l'ambassadeur de France à Moscou –, l'administration américaine entend, selon les termes de Dean Rusk, rester "un bon pas en arrière". De fait, ce n'est qu'en décembre 1962 que William Porter sera promu au rang d'ambassadeur, tandis que Chérif Guellal ne présentera ses lettres de créances qu'en juillet 1963. Hantée par la peur du vide ("vacuum"), l'administration se rend très vite compte que l'importance des engagements pris par la France dans le cadre des accords d'Evian reste la meilleure barrière contre le communisme. Dès lors, il semble que les Américains aient décidé de se contenter d'être le "junior partner" de la France. Mais cela ne signifie pas pour autant que Washington abandonne son projet d'aide. Un programme de coopération militaire, un temps prévu, est abandonné après la signature des accords d'Evian. En revanche, l'aide humanitaire, qui s'inscrit

dans le cadre du programme "Food for Peace", donne très tôt des résultats impressionnants : quatre millions d'Algériens, soit un tiers de la population, sont ainsi sauvés de la famine lors de l'hiver 1962-1963. Les États-Unis fourniront également une assistance technique et culturelle – certes modeste – au nouvel État en finançant quelques projets ou en accueillant quelques étudiants. Mais en revanche, les Peace corps – ce corps de jeunes volontaires mis en place par l'administration Kennedy – ne fouleront jamais le sol algérien. Certains, au département d'Etat, le souhaitent, mais leur chef, Sargent Shriver (qui est aussi le beau-frère de Kennedy), estimant que les Algériens n'en avaient pas fait la demande, s'y opposera.

Le 8 octobre 1962, l'Algérie devient le 109^e État membre des Nations Unies. Pour l'événement, une délégation emmenée par Ben Bella se rend à New York puis, à l'invitation de Kennedy, à Washington. C'est la première sortie officielle de l'Algérie indépendante à l'étranger. Quand Ben Bella arrive aux États-Unis, son image est déjà ternie par sa prise de pouvoir et les purges qui ont suivie. La presse américaine, très attentive, se montre de plus en plus sceptique face à l'évolution du régime. Mais cela n'empêche pas Ben Bella de parler avec une belle franchise. Après un entretien avec Martin Luther King, le 14, il ne se prive en effet pas de critiquer ouvertement la ségrégation raciale aux États-Unis. Le lendemain toutefois, il explique à la télévision que le "non-alignement signifie que l'Algérie n'est alignée avec personne, y compris avec les non-alignés". C'est d'ailleurs ce qu'il affirme le jour suivant, le 16, à Kennedy, après l'avoir remercié, au nom de son peuple, pour son discours de 1957. L'Algérie mènera, dit-il, une politique indépendante qui ne recherchera pas à éviter des positions inconfortables". Au total, il apparaît que cette prise de contact s'est plutôt bien passée. Si la presse américaine confirme le ton amical de la rencontre, les journaux officiels algériens insistent sur l'atmosphère de franchise totale des entretiens et l'impression favorable fourni par "l'indépendance de l'attitude" du chef d'Etat algérien.

Le soir même pourtant, Ben Bella s'envole pour La Havane. Ce qui n'aurait dû être qu'une illustration de "l'indépendance de l'attitude" du chef d'Etat algérien prend en raison des circonstances une tout autre dimension. Au moment où décolle l'avion de Ben Bella, Kennedy réunit en effet pour la première fois son conseil restreint, "l'Ex-comm", et ceci deux jours après que des avions U2 aient découvert des installations de missiles sur l'île. Si les Algériens ont prévenu qu'ils n'entendaient pas prendre position entre Cuba et les États-Unis – et qu'ils n'entendaient pas non plus jouer un rôle de médiateur –, le voyage est évidemment peu apprécié de Washington. Et ceci d'autant plus que la délégation algérienne ne donne pas l'impression de faire beaucoup d'efforts pour se démarquer des diatribes anti-américaines de Fidel Castro. C'est d'ailleurs "coiffé du béret vert-olive" qu'on verra Ben Bella aux côtés du chef

d'Etat cubain pour demander, au moment de quitter l'île, l'évacuation de la base de Guantanamo. Dans le même esprit, la presse officielle algérienne ne se privera pas de critiquer, au moment de la crise des fusées, "l'agression contre Cuba". Sur le plan intérieur, le voyage de Ben Bella cause un tort évident à Kennedy. L'événement est d'ailleurs immédiatement critiqué par une presse qui ironise sur le masochisme de l'administration et exploité par l'opposition républicaine. Kennedy, de son côté, aurait été vivement contrarié par le geste de Ben Bella qu'il aurait attribué soit à une naïveté désespérante, soit à une volonté d'insulter délibérément les États-Unis. Mais malgré le rafraîchissement soudain des relations bilatérales, l'escale cubaine n'est pas assortie de sanctions et les bateaux américains continueront à décharger leurs cargaisons, avec les résultats que l'on sait. Il semble pourtant que l'Algérie soit encore à la recherche de sa politique étrangère. Dans les semaines qui suivent, Ben Bella interdit en effet le Parti communiste mais n'hésite pas, en soutenant les mouvements indépendantistes angolais, à s'attaquer au Portugal, allié des États-Unis et membre fondateur de l'OTAN.

Pendant la guerre d'Algérie, des rumeurs persistantes avaient couru sur des pressions qu'auraient exercées les compagnies pétrolières sur le département d'Etat pour soutenir le FLN. De son côté, Nerin Gun¹ a publié un très improbable document émanant de Kennedy sur une réorientation de la politique étrangère américaine en Algérie à partir de février 1963. D'après ce document, le président américain aurait alors décidé d'intensifier la présence américaine en Algérie afin de la substituer à la présence française. Bref, voici posée la question de l'impérialisme américain. En ce qui concerne l'action des compagnies privées, à lire les chiffres, elle semble très limitée. C'est d'ailleurs ce que confirme l'ambassadeur Porter à Mike Mansfield, venu représenter son pays pour les cérémonies de juillet 1963. Il est vrai que l'Algérie, à y regarder de près, présente un certain nombre de limites propres à décourager les investisseurs potentiels : absence d'infrastructures, difficultés d'extraction dues aux conditions naturelles, danger réel couru par les ingénieurs étrangers. Il faut enfin ajouter que l'importation des hydrocarbures, la principale richesse du sous-sol algérien, est contrôlée aux États-Unis et que les quotas sont même abaissés durant la présidence de Kennedy. Dans ces conditions, ce sont les Algériens eux-mêmes qui tentent de susciter l'intérêt des investisseurs étrangers². En vain, semble-t-il. Quant à l'administration, rien ne vient étayer les affirmations de Nerin Gun. Bien au contraire, les papiers diplomatiques ne cessent de montrer la volonté de Washington de se placer en retrait de Paris. Les Français garantissant une importante présence occidentale sur le terrain, il apparaît

1. Nerin Gun, *Le secret des archives américaines. Ni de Gaulle, ni Thorez*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 256.

2. Voir par exemple *Le Monde* des 5, 6, 29, 30 octobre, 2 et 10 novembre 1963.

clairement aux Américains que le vide tant redouté n'apparaîtra pas. A ce niveau-là, l'Algérie ne sera pas un Vietnam *bis*.

A partir de mars 1963, le nouveau régime semble enfin prendre le tournant socialiste que beaucoup pressentaient. A cette date en effet, Ben Bella, pour protester contre les essais nucléaires français, décide de nationaliser un certain nombre de "biens vacants"¹ avant de définir, quelques jours plus tard, les "options socialistes" de son gouvernement. Ce que remarque surtout Washington dans l'affaire, c'est que quelques biens américains ont été touchés. Aussitôt, des propriétaires lésés adressent à l'administration des demandes d'indemnisation et plusieurs représentants interviennent au Congrès pour que l'amendement Hickenlooper, stipulant que le gouvernement américain doit suspendre son aide aux États qui refusent d'indemniser les citoyens victimes de nationalisations, soit ratifié. Dans le même temps, l'Algérie commence à recevoir une aide de Moscou dans les domaines économique et militaire. De même, Alger commence à tisser des relations avec certains pays du bloc de l'Est, Cuba et la Yougoslavie notamment. Il ne semble pas pourtant que les Américains aient modifié leur attitude après ce tournant. Si la presse critique vertement l'édification par Ben Bella d'un pouvoir personnel, il ne semble pas que l'administration ait infléchi sa position. Il sera même longtemps très sérieusement question d'une nouvelle rencontre Kennedy-Ben Bella. Au même moment d'ailleurs, Washington, comparant l'Angola à l'Algérie, suggère au Portugal de décoloniser. Il est clair que si l'Algérie avait été perçue comme un dangereux précédent, les Américains n'auraient pas pris cette position. Quant à "la guerre des sables" qui en octobre 1963, oppose l'Algérie et le Maroc, il est peu probable, malgré la flambée d'anti-américanisme perceptible dans la presse algérienne, que Washington ait participé au conflit, d'une manière ou d'une autre, aux côtés du Maroc. Un faisceau d'indices laisse plutôt supposer que les Américains ont pesé dans le règlement négocié du conflit.

Au regard de ces rapides développements, il n'est pas exagéré de parler d'un "facteur Kennedy" qui aurait tendu à modérer les relations entre les deux États. Schlesinger évoque une "admiration presque fanatique"² de Ben Bella pour le président américain et il est vrai qu'au moment où la presse algérienne se déchaîne contre la politique que mènent les États-Unis envers Cuba, le Vietnam, Israël ou l'Afrique du Sud, le président et son frère sont relativement épargnés. D'ailleurs, au moment de sa mort, c'est un flot de louanges qui se déverse sur le président assassiné. La presse s'y attarde longuement et les commentaires sont particulièrement élogieux. Pour *El Moudjahid*, la présidence

1. En quittant précipitamment l'Algérie, les colons européens avaient abandonné un certain nombre de commerces, d'entreprises ou d'exploitations agricoles. Cet ensemble est désigné par l'expression de "biens vacants".

2. Schlesinger, *op. cit.*, p. 509.

de Kennedy a représenté "Trois ans de rupture avec le passé" (et, on le devine, avec l'avenir). Et ce même journal lui décerne ce qui sans aucun doute est pour lui le plus beau des compliments en le qualifiant de "révolutionnaire". Le régime, quant à lui, n'est pas en reste. Les administrations ferment leurs portes le 25 novembre à l'heure des obsèques, d'ailleurs retransmises à la télévision. De plus, Ben Bella décrète une semaine de deuil national avant de décider, quelques jours plus tard, de rebaptiser "Place John F. Kennedy" une place de la ville d'Alger.

Si l'on se penche un peu plus près sur l'attitude de Kennedy face à la question algérienne, force est de constater l'existence d'un fossé entre la réalité et l'image qui nous en est restée. Loin d'avoir milité pour l'indépendance de l'Algérie, Kennedy s'est servi d'un thème qu'il croyait porteur pour servir ses ambitions présidentielles. Pourtant, une fois élu, le nouveau président américain ne s'est pas cantonné dans un confortable "suivisme" – du moins dans un premier temps –, mais a tenté au contraire de mener une politique plus active que son prédécesseur. Le poids de cette action fut toutefois très faible. Enfin, au moment où l'Algérie prend ses distances face au monde occidental, il faut mettre à son crédit le maintien de relativement "bonnes" relations entre les deux États. Bref, si le bilan est nuancé, il est loin du souvenir qu'il en a laissé.

Sources et bibliographie

Cet article est essentiellement basé sur le dépouillement d'archives françaises (ministère des Affaires étrangères) et américaines : papiers du Département d'Etat et les "National Security Files" (1961-1969) conservés à la John F. Kennedy Library et consultables sous formes de microfiches à la Bibliothèque de l'I.E.P. de Paris.

Il convient aussi de se reporter aux ouvrages et articles suivants :

- John Fitzgerald Kennedy, *The strategy of peace*, New York, Harper and Brothers, 1960. Traduction française : *La stratégie de la paix*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, 229 p.
- Arthur Schlesinger Jr., *Les 1000 jours de Kennedy*, Paris, Denoël, 1966, 949 p.
- Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991, 287 p.
- Nicole Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Paris, Karthala, 1984, 366 p.
- Ronald J. Nurse, "Critic of colonialism : JFK and Algerian independence", in *The Historian*, t. 39, 1976-1977.
- Pierre Mélandri, "La France et le "jeu double" des États-Unis", in *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.
- Maurice Vaïsse, "La guerre d'Algérie : une bataille internationale pour la France", in *La France en guerre d'Algérie*, Paris, BDIC, 1992.
- Mohamed Bouzidi, "Les relations algéro-américaines", in *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, juin 1977 et Nicole Grimaud, "L'itinéraire algéro-américain", in *Défense nationale*, décembre 1977.
- Anthony Astrachan, "Les intérêts économiques des États-Unis en Afrique", in *Le mois en Afrique*, n° 3, mars 1966.